

*Explorer*



# **MOURIR** **POUR QUI** **POUR QUOI**

« *Et moi, pour quelles causes suis-je prêt à risquer ma vie ?* » La résistance héroïque du peuple ukrainien face à l'envahisseur russe fait résonner en chacun de nous cette question existentielle.

En ce sens, cette guerre est une épreuve de vérité qui interroge nos sociétés sur ce qu'elles tiennent pour vraiment sacré.

*Texte : Antoine d'Abundo*  
*Illustration : Sébastien Thibault*



## POURQUOI NOUS L'AVONS FAIT

C'est l'histoire de six héros ordinaires que *La Croix L'Hebdo* a voulu mettre en lumière pour incarner une question abyssale, rendue brutalement actuelle par la guerre à l'est de l'Europe : mourir, pour quoi ?

Celle, bien sûr, de l'Ukrainien Oleg Yaskiv, 50 ans, qui a troqué son costume de vice-recteur de l'Université catholique de Lviv pour l'uniforme de la défense territoriale et résister à l'occupant russe. Celle de l'Afghane Zharifa Gharafi, devenue à 23 ans la plus jeune maire du pays et qui a décidé de ne pas baisser les yeux malgré deux tentatives d'assassinat et le meurtre de son père. Celle de la Colombienne Celia Umenza, 48 ans, activiste écologiste, elle aussi trois fois prise pour cible mais qui continue son combat au nom de ses ancêtres et l'avenir des enfants. Celle de la Birmane Thinzar Shunlei Yi, 29 ans, « dure à cuire » de la résistance à la junte militaire au pouvoir qui poursuit son combat depuis la jungle. Celle du Français Richard Malka, 54 ans, l'avocat de *Charlie Hebdo*, qui, malgré les menaces des islamistes, a décidé que les censeurs et les fanatiques n'auront pas le dernier mot. Celle enfin du cardinal Dieudonné Nzapalainga, 55 ans, archevêque de Bangui et infatigable médiateur de paix en Centrafrique.

Trois femmes et trois hommes, parmi les milliers qui, à travers le monde, sont prêts à consentir à l'ultime sacrifice pour leur idéal et le service des autres. Non pour célébrer la mort, mais pour attester que l'homme est fait pour la vie.

**Antoine d'Abundo**



M. MATTHIS

## PATRIOTISME, RÉSISTANCE, BRAVOURE, SACRIFICE...

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des mots qu'on avait rangés aux rayons de l'histoire ressurgissent pour interroger nos consciences quand nous pensions avoir droit à un peu de légèreté après deux ans de crise sanitaire.

Une guerre aux portes de l'Europe ? Au départ, personne n'a voulu y croire, comme si nier l'évidence pouvait changer le cours des choses. « *L'idée d'une attaque militaire à l'ancienne fait en quelque sorte partie du refoulé de nos esprits d'Européens occidentaux*, souligne le philosophe Robert Redeker. *Jusqu'ici, nous avons vécu comme si la volonté de puissance, le choix d'imposer sa loi par la force, de violer des frontières, de réduire un peuple ne pouvaient plus nous toucher. Le tragique de l'histoire a fini par nous rattraper.* »

En ce sens, le choc du 24 février 2022 pourrait bien marquer un tournant historique pour l'Europe, comparable à celui provoqué par les attentats islamistes du 11 septembre 2001 aux États-Unis. « *Passé le moment de sidération, nous assistons à un retournement complet de notre imaginaire collectif* », poursuit Robert Redeker, lui-même menacé de mort par Al-Qaida pour avoir critiqué l'islam dans une tribune publiée en 2006 dans *Le Figaro*, ce qui l'obligera à vivre sous protection de longues années.

« *Face aux intimidations des islamistes, que doit faire le monde libre ?* » écrivait-il alors. Remplaçons « islamistes » par « Poutine » et la question garde toute sa pertinence. « *Dans le miroir du peuple ukrainien, nous contemplons ce que nous ne sommes plus. Et, en même temps, sa détermination est source d'admiration et d'inspiration. Elle ravive les valeurs de courage civil et d'attachement à la démocratie que nous tenions à distance et que nous serons amenés à ré-évaluer* », veut-il croire. Mais est-ce si sûr ? Sommes-nous vraiment prêts à nous sacrifier pour l'Ukraine quand nous discutons encore de savoir s'il faut renoncer ou non au gaz et au pétrole russes qui assurent notre confort ?

« *Pour quoi serions-nous encore prêts à mourir ?* » interrogeait déjà, en 2017, l'historienne et philosophe Alexandra





MAKSIM LEVIN/REUTERS

Laignel-Lavastine dans un ouvrage fustigeant l'apathie du pays face à la menace islamiste. Cinq ans plus tard, le constat que fait la chercheuse au Centre interdisciplinaire de recherches centre-européennes n'est guère plus à notre avantage. « *Nos sociétés sont devenues molles et lâches, et elles paieront très cher leur somnambulisme face à Poutine, comme elles ont payé très cher leur aveuglement face aux islamistes* », alerte-t-elle.

Cette tentation du renoncement s'ancre, selon Alexandra Laignel-Lavastine, « *dans l'émergence d'un humanisme moderne qui promet et promeut la paix, la prospérité et la célébration de la vie comme valeurs suprêmes, en oubliant qu'une société debout est une société qui est prête à prendre des risques pour les défendre* ».

« *Nous vivons dans une société d'abondance où la valorisation des désirs et la satisfaction des envies individuelles priment sur le sens du collectif et du bien commun*, insiste Robert Redeker. *Cela crée un sentiment d'euphorie permanente qui nous conduit à oublier que nos libertés ont été gagnées au prix de sacrifices de la part de nos aînés et que nos démocra-*

### « La détermination du peuple ukrainien est source d'admiration et d'inspiration. »

*ties sont fragiles et mortelles. »* À cela s'ajoutent, selon lui, les effets d'une déchristianisation qui explique, au moins pour partie, nos aveuglements devant les réalités tragiques auxquelles nous sommes confrontés. « *La post-modernité a évacué la notion de péché originel, ce qui empêche de penser l'homme dans toutes ses dimensions. En particulier sa tentation permanente de sombrer dans le mal et sa capacité à lutter contre* », poursuit-il.

Serions-nous tous devenus des citoyens égocentrés, englués dans notre bien-être, incapables de nous enflammer pour une juste cause ? Ce tableau noir mérite d'être rehaussé de quelques touches plus lumineuses. D'abord, rappelons-nous les légions de professionnels qui assument au quotidien les « risques du métier » : on pense aux soldats, aux policiers, aux pompiers, mais aussi aux personnels soignants qui ont montré un dévouement et un courage admirables en première ligne contre la pandémie.

« *Attention également à ne pas caricaturer nos sociétés comme lâches et apathiques en survalorisant, à l'aune de la guerre en Ukraine, le courage physique, l'engagement militaire*, plaide Cécile Coudriou, ●●●

Un soldat ukrainien se met à l'abri des tirs d'un hélicoptère russe le 10 mars dernier. L'auteur de ce cliché, le photographe ukrainien Maksim Levin, 40 ans, est mort au nord de Kiev, le 31 mars, alors qu'il couvrait la guerre.

●●● présidente d'Amnesty International France. *Une large partie de notre jeunesse s'intéresse au monde et pas seulement à ses baskets et à son smartphone. Et s'engage activement pour la liberté ou l'environnement même si elle n'a pas à prendre les armes.* »

Autre signe encourageant : une enquête Louis Harris pour *Psychologies Magazine* réalisée en 2011, dix ans après les attentats du 11-Septembre, montrait que l'idée du don de soi n'a peut-être pas complètement déserté les Français. Ainsi, 93 % des personnes interrogées se disent prêtes à donner leur vie pour sauver leur enfant, 62 % la risqueraient pour empêcher un acte terroriste et 54 % affirment qu'ils se mobiliseraient pour lutter contre une dictature ou une invasion. C'est autant que d'Ukrainiens de 18 à 50 ans prêts à participer aux combats, selon un récent sondage réalisé par l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo.

Bien sûr, ces résultats ne sont pas comparables : le vrai courage se révèle dans l'action et non par des déclarations de salon. Mais cela montre tout de même la persistance de l'attachement à des valeurs fortes – la famille, la liberté, la patrie –, plébiscitées par les Français.

« Mourir pour des idées, c'est bien beau mais lesquelles ? » ironisait Georges Brassens. « S'il est une cause qui mérite qu'on risque sa vie pour elle, c'est celle du droit à une information fiable, suggère Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF). C'est même un élément fondamental de l'exercice démocratique car, si je suis manipulé, je ne peux plus assurer mes droits de citoyen. » Un droit qui se paie au prix fort : cinq journalistes sont morts depuis le début du conflit ukrainien et 488 autres ont été emprisonnés à travers le monde en 2021, selon RSF. Citons Zhang Zhan, torturée et condamnée à quatre ans de prison pour avoir osé critiquer les autorités chinoises pour leur gestion du Covid.

« Des figures comme cette jeune femme, le monde en compte des milliers et des milliers, qui sont aux avant-postes du combat pour le respect des droits humains et pour la défense de l'environnement », confirme Cécile Coudriou. Et, là encore, le tribut est lourd : en 2021, pour la seule Colombie, 150 personnes ont été assassinées pour avoir défendu la cause écologique, selon l'ONG. « Nous les appelons héros ordinaires parce que ce sont le plus souvent de simples citoyens ou citoyennes qui se lèvent face à des injustices insupportables et vont réussir à dépasser leur peur et braver le danger pour défendre leurs droits et ceux des autres », souligne Cécile Coudriou. L'actualité les met parfois à l'honneur, comme ces mères de jeunes Afghanes descendues dans la rue pour protester contre l'interdiction faite par les talibans d'ouvrir les écoles aux filles. Ou ces citoyens russes prêts à risquer quinze ans de prison pour manifester contre la guerre, comme le rappeur Oxxxymiron, très écouté par la jeunesse, qui n'hésite pas à dénoncer les mensonges de Poutine. « Ces héros anonymes nous rappellent le sens du sacrifice qui fait tant défaut à nos sociétés occidentales »,

insiste Alexandra Laignel-Lavastine. « Une vie qui n'est pas disposée à se sacrifier pour ce qui lui donne un sens est une vie pauvre, amputée, une vie dont la mort s'est déjà emparée dans son dos », écrivait le philosophe tchèque Jan Patočka, mort en 1977 sous la torture de la police communiste. Un testament que l'Europe ferait bien de méditer si elle ne veut pas rater son rendez-vous avec l'histoire.

« Nous avons besoin de héros, mais aussi de saints, ajoute Robert Redeker. L'héroïsme, c'est réagir avec courage à une situation. La sainteté, c'est l'engagement d'une vie donnée. Ces deux figures universelles structurent les sociétés et les individus. Elles nous aident à dépasser notre Moi ordinaire, borné, pour accéder à notre âme, notre véritable nature qui est, je le crois, profondément altruiste et généreuse. » ●



HERVÉ LEJOLIEUX POUR LA CROIX (HEBDO)

Oleg Yaskiv, au pied du monument aux citoyens de Lviv tombés en Afghanistan aux côtés des soldats russes, lors de l'invasion soviétique.



# OLEG YASKIV

## « Nous voulons pouvoir choisir notre avenir »

Le vice-recteur pour les sciences de l'Université catholique d'Ukraine a rejoint les volontaires du bataillon de défense territoriale de Lviv. Un engagement mûri, pour la défense du pays.

Quelques jours plus tôt, il avait fêté la Saint-Valentin. Puis il est parti à la guerre. Mobilisé le 23 février, à la veille de l'invasion russe, Oleg Yaskiv, 50 ans, vice-recteur de l'Université catholique d'Ukraine, a rejoint le bataillon de la défense territoriale de Lviv. « Rien d'extraordinaire, je suis un patriote », dit-il simplement, pour expliquer ce qui l'a conduit à quitter son épouse, sa fille de 22 ans, son fils de 16 ans et ses parents pour servir dans son « unité de combat ». Autour de lui, c'est sa mère qui a eu le plus de mal à admettre cette décision. « J'ai essayé de lui cacher le plus longtemps possible mais quand elle l'a appris, sous le choc, elle m'a accusé de trahir la famille, raconte ce docteur en sciences, diplômé de l'université de Lviv. Je veux que ma femme et mes enfants soient fiers de moi. Dans ces circon-

tances difficiles, tout homme en âge de se battre a le devoir de défendre son pays. »

Dès l'été 2021, sur fond de tension grandissante entre Moscou et Kiev, Oleg Yaskiv décide de franchir le pas en rejoignant la réserve opérationnelle. Une semaine d'entraînement, suivie d'une formation antiaérienne supplémentaire d'un mois. « Rien ne m'y obligeait, en tant que professeur et vice-recteur, mais le cœur m'a poussé dans cette direction », affirme l'universitaire. Le voilà donc en treillis, armé d'une kalachnikov, lui, le professeur, plus habitué aux exposés sur la philosophie des sciences qu'aux exercices de tactique militaire. Prêt à mourir pour la patrie ? « Probablement, oui », répond le lieutenant de réserve. « C'est une grande tragédie, car j'aime beaucoup la culture russe », ajoute ce passionné de cinéma, fondateur du plus grand ciné-club de Lviv.

« C'est très compliqué de séparer les choses : d'un côté, mon amour de la littérature et de la musique russe et, de l'autre, mon rejet du revanchisme de Poutine et des élites politico-militaires russes, de leur mentalité impériale et de leur hostilité envers la démocratie et les droits de l'homme. »

La résistance à l'impérialisme russe, Oleg Yaskiv s'y est préparé toute sa vie d'adulte. Au lycée, à la fin des années 1980, il manifeste pour le rétablissement de l'Église grecque-catholique ukrainienne. En 1991, quand les Ukrainiens votent à une écrasante majorité en faveur de l'indépendance, il a 19 ans. Pour lui et sa génération, c'est l'espoir de tourner la page de la politique d'oppression des tsars et des Soviétiques. À la fin des années 1990, il participe à la renaissance de Plast, la plus grande organisation de scouts ukrainiens, fondée à Lviv, en 1911, par Oleksander Tysovsky, avant son interdiction par le régime communiste. Comme lui, un grand nombre de volontaires de la défense territoriale sont des anciens du mouvement.

Dans les années 2010, son doctorat en poche, ce spécialiste en science des matériaux fréquente les conférences scientifiques en Europe, étonné de l'aveuglement de ses collègues étrangers envers la Russie de Poutine, en dépit de ses coups de force à répétition, de l'invasion de la Géorgie en 2008 jusqu'à l'annexion de la Crimée et l'occupation du Donbass en 2014. « Contrairement à eux, l'invasion russe ne nous a pas surpris, soutient Oleg Yaskiv. Nous savions que, tôt ou tard, nous ferions face à cette brutalité belliqueuse. À travers nous, c'est l'avenir de la sécurité et de la démocratie sur le Vieux Continent qui se joue. »

La prudence des pays de l'Otan le déçoit, mais le vice-recteur croit plus que jamais à l'ancrage européen de l'Ukraine. « Franchement, dit-il, la plupart des pays européens ne croyaient pas en nous. Les autorités allemandes estimaient que nous serions battus en deux ou trois jours. Nous avons montré que nous pouvions résister à la soi-disant deuxième armée du monde. Notre motivation, c'est le facteur le plus important. Nous nous battons pour la vie de nos familles, pour notre peuple, notre liberté, le droit d'avoir un avenir et de pouvoir le choisir. Les Russes n'ont rien de tout cela. »

**François d'Alañon, envoyé spécial à Lviv (Ukraine)**

# ZHARIFA GHAFARI

## « Je veux pouvoir penser que j'ai fait ma part »

Devenue, à 23 ans, la plus jeune maire d'Afghanistan, Zharifa Ghafari s'est accrochée à ses fonctions malgré deux tentatives d'assassinat.

**S**a fraîcheur imprègne tout en elle. Ses grands yeux noirs, les gestes de ses mains, ses nombreux sourires. Et puis ses phrases, même les plus graves, même pour dire les balles qui lui ont frôlé la nuque il y a deux ans, à Kaboul, ou celles qui ont tué son père devant chez lui, huit mois plus tard. L'assassinat visait très probablement à l'intimider, elle, la maire de Maidan Shar, première ville de la province conservatrice du Wardak, au sud-ouest de la capitale afghane. Mais la plus jeune édile d'Afghanistan n'a pas flanché. « *Trois jours après le décès de mon père, j'étais à mon bureau* », dit-elle. Ainsi va Zharifa Ghafari, 27 ans, la mort pour indésirable compagne, l'engagement pour principe de vie. Au point de devoir fuir son pays et se réfugier en Allemagne. « *Je veux montrer à la communauté afghane et au reste du monde que nous, les femmes, sommes des êtres humains et pas que des machines à faire des enfants ou des enjeux de négociations politiques* », explique-t-elle, lors d'un entretien par Zoom.

Sa cause, une évidence ailleurs, exige un combat à hauts risques en Afghanistan. Zharifa Ghafari en a fait l'expérience dès sa prise de fonctions à Maidan Shar. Ce jour de l'été 2018, des hommes armés de bâtons et de pierres saccagent son bureau à la mairie. Inacceptable, à leurs yeux, qu'une femme, si jeune de surcroît – elle a alors 23 ans –, de mauvaise vie qui plus est – elle n'est pas mariée –, prenne les commandes de la ville. Mais l'adversité galvanise Zharifa Ghafari. Le gouvernement a beau lui proposer d'autres postes, plus sûrs et, pour certains, « *plus prestigieux* », elle n'en démord pas : « *Même si je ne devais rester qu'un jour à la mairie, je voulais prêter serment.* » Après neuf mois d'acharnement, la jeune maire se tient, entourée d'hommes, au bout de la longue table du conseil municipal.

C'est le début d'un compagnonnage rapproché avec la mort, qu'elle a mûrement choisi. « *J'étais consciente de tous les dangers*, confie-t-elle. *Venus des talibans, de la mafia, des extrémistes locaux, des gens non éduqués qui ne supportent pas qu'une femme leur dise quoi faire. Je savais combien ce poste me rendrait la vie difficile.* » Difficile au point d'essuyer deux tentatives d'assassinat. La première, en mars 2020, dans une rue de Kaboul. La seconde, quelques mois plus tard, sur le chemin de la mairie. Trois talibans armés tirent sur sa voiture. Ils ratent leur cible. « *Je n'ai pas eu peur*, dit-elle. *Cela m'a seulement énermée car ils ont pu agir tout près des check-points.* » Sans prétention ni fausse modestie, la jeune femme fuit les grandes phrases sur le courage. « *Mourir pour une cause vous inscrit dans l'histoire*, lâche-t-elle seulement. *On ne réalise rien de bien sans affronter les difficultés.* »

Risquer sa vie pour ses congénères ne figurait pas à son programme. Enfant, elle rêvait de devenir ambassadeur.



SEINAPRUEJER POUR LACROIX L'HEBDO

Puis, après ses études d'économie à Chandigarh (Inde), elle se voyait dans l'humanitaire. Mais la cause des femmes s'est imposée. En 2018, sur les conseils d'un ami, elle tente le concours institué par le président Ashraf Ghani pour recruter des maires, mais elle n'y croit guère. Son nom figurera pourtant parmi ceux des dix finalistes (sur 138 candidats). Alors, les grandes manœuvres se mettent en branle pour la faire renoncer. Un carburant, au contraire, qui l'aide à rafler la première place. « *Je me suis dit : quel qu'en soit le prix, j'obtiens ce poste* », raconte-t-elle.

Un prix si élevé qu'en novembre 2020 son père est assassiné. « *Ils l'ont tué pour mon travail et pour ma franchise* », dit-elle. Pour épargner le reste de sa famille, elle accepte, au printemps 2021, un poste moins exposé au ministère de la défense. Et, après la prise de Kaboul par les talibans, en août 2021, se résout à fuir en Allemagne avec sa mère, ses frères, ses sœurs et son fiancé. « *Aucun autre proche ne devait être sacrifié à cause de moi* », justifie-t-elle. Depuis son exil, elle garde les yeux rivés sur l'Afghanistan, où elle a monté à distance un centre de soins pour les jeunes mères et compte bien retourner. « *Je suis frustrée d'être loin* », reconnaît-elle. Au moins peut-elle se consoler avec le sentiment d'avoir accompli ce qu'elle promettait à ses proches : « *Si un jour j'ai un pistolet sur la tempe, je ne veux pas avoir de regret, je veux pouvoir penser que j'ai fait ma part.* »

**Marianne Meunier**

# THINZAR SHUNLEI YI

## « Je me bats pour la dignité humaine et la démocratie »

Cette jeune Birmane est aux avant-postes du mouvement pro-démocratie. Elle figure sur la liste noire de la junte au pouvoir.

Il y a deux Thinzar. L'ultraconnectée, d'abord, celle qui s'exprime dans un anglais parfait, échange avec des dissidents du monde entier et s'est vue primée à plusieurs reprises pour son combat en faveur des droits humains. Et puis il y a l'autre, la clandestine : celle qui passe de planque en planque et vit aujourd'hui dans un lieu tenu secret au cœur de la jungle. Depuis le coup d'État militaire du 1<sup>er</sup> février 2021, la junte l'a en effet inscrite sur la liste des ennemis publics. Risquant à tout instant d'être dénoncée – par les mouchards du pouvoir ou via ses communications –, la jeune femme n'est joignable que par réseau crypté. C'est donc ainsi que nous parvenons à la contacter. « *Je ne regrette rien. Si c'était à refaire, je ne changerais rien* », explique celle qui se définit comme « *activiste* » et ajoute « *dure à cuire* ». Thinzar Shunlei Yi égrène, façon automate, ce qui lui vaut d'être dans le viseur des autorités : « *Le combat pour la dignité humaine, pour la liberté d'expression, pour une démocratie sociale.* » Sur le papier, on acquiesce tous... Mais combien d'entre nous risqueraient leur vie pour ces idéaux ? Qu'est-ce qui lui enjoint de se tenir droit dans ses valeurs ? Et à les revendiquer jusqu'au sacrifice ? La jeune femme s'échappe par un long silence : « *On ne se réveille pas en se disant : aujourd'hui, je suis prête à risquer ma vie ! Non. On s'engage chaque jour un peu plus et on réalise, un jour, qu'on risque gros.* »

Son engagement a d'abord pris des traits modestes : elle a commencé en sensibilisant les étudiants au don du sang. Les choses se sont corsées, il y a quelques années, lorsqu'elle a pris la défense des Rohingyas, la minorité musulmane persécutée par Rangoun. À partir de là, ses camarades lui ont reproché de devenir « *trop politique* ». Pas de quoi la faire vaciller. Au contraire. Thinzar s'implique de plus en plus activement en faveur du mouvement pro-démocratie. A-t-elle envisagé, par moments, de lâcher l'affaire ? « *Non. Je pense qu'on a le devoir de prendre la parole pour les autres, pour les opprimés notamment, explique-t-elle, y voyant la traduction de sa foi bouddhiste. Je pense aussi que, lorsqu'on croit, on vit dans le présent. Or c'est crucial pour la lutte !* » C'est-à-dire ? « *C'est-à-dire qu'il n'y a jamais de bon moment pour agir. Le bon moment, c'est maintenant.* »

Les militaires au pouvoir, qui tiraient à balles réelles l'an dernier sur les manifestants, ne font pas de quartier. En cas d'arrestation, Thinzar risque la torture. Certains militants, sur le point d'être arrêtés, optent

pour le suicide. Tout récemment, plusieurs d'entre eux se sont défenestrés. « *Je n'y pense pas moi-même. Si je me suicidais, la junte aurait un opposant en moins. Non.* » Sa vraie crainte, « *ce serait que notre combat s'enlise, qu'on échoue* ». Elle qui s'est entraînée au maniement des AK-47 leur préfère d'autres armes : « *Je ne condamne pas la lutte armée, nous avons besoin de leur courage, mais ce n'est pas pour moi. Moi, je me bats avec les mots parce qu'il faudra plus que de la poudre et du cuivre pour se débarrasser de la junte* », écrit-elle dans l'ouvrage qu'elle a publié en 2021 (1). Forte de dizaines de milliers d'abonnés en ligne, elle diffuse un talk-show hebdomadaire appelant la population à résister et les militaires à désertir. Un combat 3.0 qu'elle pourrait mener depuis l'étranger, où on lui a proposé l'asile mais « *je ne me vois pas vivre loin de mon combat* ». Sa petite sœur, elle, a postulé auprès d'universités étrangères. « *Je l'encourage avec un pincement au cœur, en comprenant quelle risque d'accomplir la vie dont je rêvais* », glisse Thinzar.

« *Les témérités éblouissent l'histoire*, disait Hugo, avant d'ajouter : *Il faut (...) qu'il y ait sur les sommets, en permanence, de fières leçons de courage.* » Elles se nichent, aussi, au fond des jungles.

**Marie Boëton**

(1) *Mon combat contre la junte birmane, avec Guillaume Pajot, Robert Laffont, 185 p., 18 €*



CYRIL ZANNETACCIO/AGENCE VU



# CELIA UMENZA

## « Je défends la Terre Mère qui nourrit mon peuple »

Celia Umenza est une survivante. À 48 ans, l'activiste écologiste indigène a déjà échappé à trois tentatives d'assassinats. Malgré les menaces qui pèsent sur sa personne, la Colombienne n'a pas l'intention de baisser les bras. La préservation de la Terre Mère, dont dépend l'existence de son peuple, est à ce prix.

La dernière fois, c'était en 2014. Celia Umenza Velasco se trouvait dans la camionnette d'un voisin qui la ramenait chez elle, dans le petit village de Toribío. « *Ils nous ont tiré dessus* », lâche-t-elle, impassible, sans donner plus de détails. Le véhicule est criblé de balles. La leader indigène, issue de la tribu nasa, s'en sort indemne. Comme les deux premières fois.

Son tort ? « *Défendre la Terre Mère, qui nourrit mon peuple* », indique l'activiste écologiste âgée de 48 ans. Depuis vingt ans, elle fait partie de la Garde indigène, une organisation non armée qui se bat pour la protection des territoires autochtones du département du Cauca, dans le sud-ouest de la Colombie. Sur le terrain, la situation est alarmante, prévient-elle : « *Les rivières sont asséchées, l'eau qui reste est polluée, les forêts disparaissent.* »

La faute aux groupes armés opérant dans cette région rurale et accidentée, qui s'étire le long du fleuve éponyme. Ils s'y disputent le contrôle du trafic de drogue et l'exploitation illégale de mines d'or. Le Cauca l'un des territoires les plus dangereux dans un pays considéré comme le plus meurtrier pour les défenseurs de l'environnement. Selon le bureau du défenseur des droits colombien, 145 activistes sociaux et écologiques ont été assassinés en 2021. Cette année, 41 d'entre eux ont déjà trouvé la mort sous les balles des cartels, dissidents des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) et des milices paramilitaires. Ces groupes ont essayé plusieurs fois d'en finir avec la vie de Celia Umenza. Avant l'attaque de 2014, il y eut celle de 2005. La jeune femme se baladait sur les chemins autour de son village lorsque des combattants des Farc lui ont tiré dessus. Quatre ans plus tard, une bombe artisanale lancée contre la maison où elle assistait à une réunion a manqué de la tuer.

Ces épisodes, Celia Umenza ne veut plus en parler : « *Chaque fois que vous les racontez, le traumatisme resurgit. C'est très difficile de se reconstruire psychologiquement.* » Contrainte de fuir ses collines natales « *pendant presque quinze ans* », elle demeure séparée de ses trois enfants pour des raisons de sécurité. La mère de famille vit dans ce qu'elle appelle la « *zozobra* », la peur permanente de l'assassinat : « *Dès que je me lève, je me dis que mon tour peut arriver à tout moment, sans savoir ni quand ni comment.* »

Celia Umenza le sait : la mort guette, tapie dans l'ombre de tous ceux qui, comme elle, ont choisi de s'opposer aux groupes armés. Pas plus tard que le 14 mars, elle a emporté



Miller Correa, chef indigène du village voisin de Tacueyo, tué par les paramilitaires. « *La mort, ce n'est pas juste une peur, c'est ce qui finit souvent par nous arriver*, observe-t-elle froidement. *Depuis 2016, j'ai perdu sept compagnons de lutte, tous assassinés.* » Et l'accord de paix signé le 24 novembre 2016 entre le gouvernement et la guérilla des Farc ? « *Il n'a rien changé* », constate-t-elle, amère. Ce risque ultime pourrait-il l'inciter à abandonner la lutte ? « *Si nous nous arrêtons maintenant, tous nos morts, tous nos sacrifices n'auront servi à rien* », répond l'activiste. Son combat n'a rien de personnel : « *Défendre la Terre Mère, c'est préserver l'existence de notre peuple, de notre culture.* » « *Je marche dans les pas de mes ancêtres* », ajoute-t-elle et ce, même si la mort l'accompagne sur ce chemin tortueux.

« *J'étais toute petite quand les anciens ont commencé à m'expliquer l'importance de ces terres pour notre peuple* », se rappelle Celia Umenza. Devenue une activiste environnementale reconnue, elle souhaite à son tour transmettre son engagement à la jeune génération. « *Le combat ne s'arrêtera pas avec moi*, prophétise-t-elle. *Eux aussi se battront pour construire un avenir meilleur pour leurs enfants.* » Une conviction sur laquelle menaces et attentats n'ont aucun effet.

**William Gazeau (en Colombie)**

# RICHARD MALKA

## « Le combat pour la liberté d'expression, c'est le sens de ma vie »

Depuis sept ans et demi, l'avocat de *Charlie Hebdo* vit sous la menace des islamistes et sous protection policière. Sans dévier d'un iota de ses principes : ne jamais rien céder aux fanatiques et aux censeurs.

**S**on sourire, entre malice et pudeur, semble ne jamais le quitter. Comme une élégance à opposer au tragique de la vie ? Cela fait sept ans et demi que M<sup>e</sup> Richard Malka, l'un des avocats les plus médiatiques du moment, vit sous la menace des islamistes. Le 8 janvier 2015, au lendemain de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, qui coûta la vie à 12 personnes, dont 8 de ses amis journalistes, le ministère de l'intérieur plaçait tous les proches de l'équipe sous protection. « Depuis, je vis en communauté avec les policiers. Mais il est vrai que j'aggrave régulièrement mon cas par mes prises de position pour la liberté d'expression et le droit au blasphème, le fameux droit d'emmerder Dieu », lâche-t-il. Une provocation dans la grande tradition du journal satirique qu'il défend depuis trente ans ? « C'est vrai, j'aime braver les règles et bousculer les conventions », admet-il. Mais ce combat fait aussi écho à une vérité plus intime. « Je me sens redevable envers la France, qui a accueilli mes parents arrivés du Maroc dans les années 1950. Et envers la République, qui a permis à l'enfant que j'étais, issu d'une famille modeste, venue d'ailleurs, d'une autre religion, d'aller à l'école et de s'élever sans jamais sentir qu'il était différent au point que les portes se ferment. »

S'ajoute à cela la rencontre, en 1992, avec la tonitruante équipe de *Charlie Hebdo* et ses dessinateurs iconoclastes, jusqu'au-boutistes d'une liberté d'expression sans entrave quand il s'agit de moquer les fanatiques. Cela vaudra au journal des procès retentissants, dont celui dit « des caricatures de Mohammed » en février 2007, que M<sup>e</sup> Malka gagnera contre les plaignants, la Mosquée de Paris et l'Union des organisations islamiques de France (devenue Musulmans de France en 2017).

L'occasion pour lui de fixer sa ligne de conduite – ne jamais rien céder aux censeurs et aux intégristes – et de rappeler les principes d'une liberté d'expression non négociable et d'une laïcité qui affirme la supériorité de la loi républicaine sur la morale des croyants.

Un plaidoyer dont il n'aurait jamais imaginé qu'il l'oblige un jour à renoncer à un peu de sa liberté. « Quand vous vivez sous protection policière, vous renoncez à la spontanéité de la vie. Il faut prévenir à chacun de ses déplacements, préciser ses horaires... Mais le plus dur est pour l'entourage. Lorsqu'on est seul, on n'engage que soi. C'est plus douloureux d'exposer les gens que vous aimez, qui n'ont pas forcément choisi », lâche-t-il avec pudeur. Pourtant, Richard Malka affirme n'avoir jamais envisagé de se taire. Moins par courage que par fidélité. « Les menaces de mort, le risque pour ma vie, je n'y pense pas natu-

rellement, par une sorte d'inconscience. Aussi, quand on me parle de bravoure, j'ai l'impression de ne pas le mériter. De toute façon, j'ai décidé de ne pas avoir peur car je ne peux pas faire marche arrière. Ce combat, c'est le sens de ma vie. Renoncer, ce serait trahir mes camarades de Charlie qui sont morts en hommes et femmes libres, trahir tout ce que j'ai fait. Ce serait renoncer à ma vie. Je n'ai pas le choix », confie-t-il. Avant d'ajouter : « Et puis, par une sorte d'inconscience, l'athée que je suis a foi en sa bonne étoile. »

Cet engagement lui vaut aujourd'hui le soutien de nombre d'intellectuels ou de simples citoyens et un large accès aux médias quand, hier encore, on le traitait d'islamophobe, avocat d'irresponsables infréquentables. Le signe, selon lui, d'une prise de conscience collective. « Avec le procès Charlie, mais aussi après l'assassinat du professeur Samuel Paty, en octobre 2020, on a commencé à comprendre que les renoncements ne mènent à rien, que chaque fois qu'on lâche sur les principes pour avoir la paix on ne fait que préparer le conflit d'après », tranche-t-il. Un avertissement qu'il lançait déjà en 2007 à la fin de sa plaidoirie, citant Hamadi Redissi, un universitaire tunisien : « Vous ne devez pas renoncer à la libre critique. Si vous cédez, ce sera fini. »

**Antoine d'Abundo**



AGUÉBORY POUR LA CROIX L'HEBDO

# DIEUDONNÉ NZAPALAINGA

## « Sans Dieu, je ne tiendrais pas »

L'archevêque de Bangui (1), 55 ans, est l'un des hommes les plus engagés pour la paix dans son pays, alors que la Centrafrique est déchirée par la guerre civile.

**V**ous êtes engagés depuis des années dans des médiations dans votre pays, la Centrafrique, parfois au risque de votre vie. Comment vivez-vous cette vulnérabilité ?

L'être humain est créé pour la vie, parce que Dieu est un dieu vivant. Et, en même temps, nous vivons dans un monde où nous savons que le danger existe, à la fois pour nous-mêmes et pour les autres.

Lorsque des événements terribles se sont produits ici en Centrafrique, j'ai côtoyé la mort, la souffrance et la peine au quotidien. J'ai vu des gens à côté de moi être abattus. J'ai découvert que j'étais vulnérable parce que cela aurait pu être moi. Dans ces cas-là, la mort est là, et tout sentiment de sécurité disparaît. Tu étais hier avec un homme qui se croyait puissant, un chef ou un ministre, et le lendemain tu apprends qu'il a été tué.

### Que faire, face à une telle violence ?

Une fois que nous avons franchi le cap de la mort et atteint l'absurde, que nous sommes entrés dans le tragique, la raison n'a plus de prise : nous allons vers les ténèbres. Face à cela, j'ai toujours essayé de parler pour ouvrir la conscience de celui qui était en face de toi, même s'il venait de tuer. De pouvoir lui dire : « *Tu as ôté la vie d'un homme alors que toute vie est sacrée.* »

### Vous est-il arrivé d'avoir peur ?

Lorsqu'à plusieurs reprises je me suis rendu dans ma région natale, à Bangassou, je me suis trouvé dans des situations vraiment difficiles. Je connaissais personnellement ceux qui étaient tués et ceux qui tiraient. Je courais derrière des jeunes armés pour leur dire d'arrêter, pour tenter d'arrêter la main du diable. Ils auraient pu se retourner sur moi et m'abattre.

Il m'est arrivé d'avoir peur mais aussi d'éprouver vraiment mes limites. Pendant deux jours, j'ai marché sur des cadavres. Je ne pouvais rien manger, juste boire de l'eau. Ces hommes étaient mes frères, de la même région, du même groupe que moi, et pourtant je parlais sans être écouté, j'appelais au calme mais les troubles continuaient. J'ai été pris d'un énorme sentiment d'impuissance. Les gens ne voulaient pas entendre.

### Comment surmontez-vous cette impuissance ?

En priant. Je vais devant le Saint-Sacrement pour confier au Seigneur ces êtres qui ont été sacrifiés. Je me dis : si le Christ est allé jusqu'au bout, même pour nous, alors c'est qu'il vaut la peine. C'est en regardant le Christ, sa croix, que je peux m'arrêter de trembler, et retrouver des forces pour me sauver de la mort. Lorsque je quitte



JEAN-MATHEU GAUTIER

mon évêché pour aller au KM5 – un quartier de Bangui – ou à Bangassou, je vais à Jérusalem. Et je sais que tout peut arriver. À mon retour, je me dis : tu n'es pas tombé, Dieudonné, c'est que ton heure n'était pas encore arrivée. Moi, j'ai donné ma vie lorsque je suis devenu prêtre. Je ne suis rien. Je suis le petit Dieudonné. Sans Dieu, je ne tiendrai pas. C'est le Seigneur qui tient en moi.

Le cardinal Dieudonné Nzapalainga, ici en 2019 à Bangui.

### À quelques jours de Pâques, d'où vient votre espoir ?

Pâques signifie « le passage ». C'est la fête qui nous rappelle que nous avons besoin d'opérer des passages. Et c'est donc un bon moment pour espérer et prier pour que la vie triomphe sur les forces du mal. Dieu est plus fort que nous, il est le Dieu de la vie. Et c'est pour cela qu'il a opéré ce passage de la mort à la vie éternelle. Jésus n'a pas subi la mort mais a assumé d'aimer ceux qui l'entouraient. Pour moi, c'est un signe d'espoir, car cela signifie que l'amour, la vie ressortiront toujours malgré les troubles. Nous sommes dans les ténèbres, mais nous pouvons marcher vers la lumière.

### Vous parlez de vie donnée, mais ne dites-vous pas cela parce que vous êtes prêtre ?

Un père ou une mère donnent aussi leur vie pour leurs enfants. Ils sont prêts à tout pour les protéger. Je repense à cette mère que j'avais rencontrée et qui avait refusé de quitter son quartier, malgré le danger, pour ne pas abandonner son enfant handicapée. Elle est restée. Je ne suis jamais propriétaire de ma vie, mais je suis dans les mains de Dieu. Comme Jésus, j'essaie de me dessaisir de moi-même pour les autres. Et pour cela, je dois garder les yeux sur le Christ. C'est ce qui me permet de ne pas basculer dans l'absurde.

**Recueilli par Loup Besmond de Sennerville**

(1) Je suis venu vous apporter la paix, avec Laurence Desjoyaux, Médiaspaul, 151 p., 16 €